



DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE À PRÉSENTER EN CAS DE COMMISSION ET DÉSIGNATION D'OFFICE

FORMULAIRE À REMPLIR PAR L'AVOCAT
Article 37 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991



n° 15627*01

1 - Informations relatives à l'avocat

Maître (nom et prénom) :

Inscrit au barreau de :

Adresse :

Commis d'office par : Le Bâtonnier de l'ordre des avocats Le Président de la juridiction saisie

Dans l'affaire n° : Dont est saisie la juridiction :

En matière pénale

- le juge d'instruction
- le tribunal correctionnel
- le juge des enfants
- autre :

En matière civile

- assistance éducative
- tutelle
- autre :

En matière de contentieux des étrangers

2 - Informations relatives au demandeur

Madame Monsieur

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom(s) :

Date de naissance :/...../..... Lieu de naissance :

Nationalité : Française Union européenne Autre Veuillez préciser :

Situation familiale : Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Pacsé(e) Concubin(e) Veuf(ve)

Documents à joindre :

- français ou autre citoyen européen : copie recto-verso de la carte nationale d'identité ou du passeport du demandeur en cours de validité. À défaut, un extrait de l'acte de naissance de moins de trois mois, ou bien une copie du livret de famille régulièrement tenu à jour des mentions relatives à la nationalité
- de nationalité autre que citoyen de l'Union européenne : copie recto-verso du titre de séjour en cours de validité et de tout document justifiant le caractère habituel de la résidence, par ex. quittance de loyer ou facture d'électricité
- marié(e), divorcé(e), pacsé(e), concubin(e) ou célibataire avec enfants à charge : livret de famille à jour ou s'il est de nationalité autre que française : toute pièce équivalente reconnue par les lois de son pays d'origine ou de résidence

Adresse :

Code postal : Commune : Pays :

N° de téléphone : Courriel@.....

Sa situation professionnelle : CDI, fonctionnaire CDD, stage, intérim Artisan, commerçant, profession libérale

Chômage Apprentissage Etudes Retraite Autre Veuillez préciser :

Si le demandeur est un enfant mineur ou un majeur protégé

Nom et prénom du représentant :

Statut du représentant : Parent/administrateur légal Tuteur Curateur Autre

Adresse du représentant :

Code postal : Commune : Pays :

N° de téléphone : Courriel@.....

3 - Informations relatives au foyer du demandeur

A - Conjoint(e), partenaire d'un PACS ou concubin(e)

Madame

Monsieur

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom(s) :

Date de naissance : / / Lieu de naissance :

B - Les personnes financièrement à la charge du demandeur ou vivant habituellement avec lui

	Date de naissance	Lien avec le demandeur (ex. fils, nièce, etc.)	Vit habituellement avec lui ?	À sa charge ?
Nom, Prénom / /		<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui
Nom, Prénom / /		<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui
Nom, Prénom / /		<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui
Nom, Prénom / /		<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui
Nom, Prénom / /		<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui

Son affaire l'oppose-t-il à son partenaire ou à l'une des personnes mentionnées ci-dessus ? Oui Non

Si oui, veuillez préciser son nom et prénom :

4 - La situation financière et patrimoniale du demandeur

A - Les situations ne nécessitant pas de déclaration de ressources

Cochez le cas correspondant à la situation du demandeur

- Il est bénéficiaire du revenu de solidarité active (RSA)
- Il est bénéficiaire de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)
- Il est victime d'un des crimes considérés comme étant les plus graves ou ayant droit d'une victime de tels actes (meurtre, tortures ou actes de barbarie, actes de terrorisme, viol, etc.)

Documents à joindre selon la situation du demandeur :

- dernière notification de versement du RSA ou de l'ASPA
- avis à victime délivré ou décision remise par le juge d'instruction

Attention : si le demandeur est concerné par une ou plusieurs situations mentionnées ci-dessus, il n'est pas nécessaire de renseigner les informations relatives à sa situation financière et patrimoniale ci-après.

B - Les ressources du demandeur et de son foyer

Veuillez renseigner le tableau ci-dessous en indiquant la moyenne mensuelle des ressources de la précédente année civile. Si les ressources du demandeur ont changé depuis, indiquez alors les ressources mensuelles moyennes depuis le 1^{er} janvier de l'année civile en cours.

Les montants renseignés doivent être mensuels et arrondis à l'euro inférieur

	Vos ressources	Les ressources de votre conjoint(e), concubin(e) ou partenaire de PACS	Les ressources des personnes à charge ou vivant habituellement avec vous
Salaires ou traitements nets imposables	€	€	€
Revenus agricoles, industriels, commerciaux ou non commerciaux ...	€	€	€
Allocations chômage	€	€	€
Indemnités journalières (ex. maladie, maternité, accident du travail)	€	€	€
Pensions, retraites, rentes et préretraites	€	€	€
Pensions alimentaires perçues	€	€	€
Ressources imposables à l'étranger	€	€	€
Tout autre revenu locatif ou du capital	€	€	€

Veillez indiquer le montant total de l'épargne du demandeur : €

Est-il propriétaire d'un bien immobilier ? Oui Non

Si oui, est-il propriétaire de : son logement d'un autre bien immobilier

Veillez préciser l'adresse, la nature et la valeur de ces biens à l'exception de celui lui servant de domicile, qu'ils soient en France ou à l'étranger :

Documents à joindre selon la situation du demandeur : le dernier avis d'imposition ou de non-imposition

S'il verse à des tiers des pensions alimentaires ou des prestations assimilées, veuillez renseigner ce tableau :

Type de prestation	Montant mensuel	Nom, prénom du destinataire de la prestation et relation avec le demandeur
	€	
	€	
	€	

Documents à joindre : tout justificatif de paiement des prestations versées

Fait à : le : Date du dépôt de la demande :

Signature obligatoire de l'avocat